

Social. Une délégation syndicale a manifesté son désaccord sur la fusion entre le Trésor public et les Impôts en remettant à la direction la plaquette d'information.

Retour illico à l'envoyeur

■ Le scénario s'est déjà produit à Arles, à Salon de Provence et à Aix en Provence. Il s'est répété hier à la mairie de Martigues. En effet, la réunion qui se tenait dans la salle de conférence pour annoncer la fusion du Trésor Public et des Impôts au sein d'une seule entité, la Direction Générale des Finances Publiques (DGFP), a été boycottée par la très grande majorité des agents des Impôts de la ville. Une délégation composée de Patrice Santelli, Virginie Mosa, Christine Matheron (CGT) et Damien Perrot (du Syndicat National Unifié des Impôts) s'est invitée à la réunion et a remis à la Direction des Finances Publiques les plaquettes distribuées aux fonctionnaires pour leur expliquer les raisons de cette fusion.

« Une mystification »

En marge de la réunion la délégation syndicale a tenu à expliquer les raisons de ce geste symbolique de « retour illico à l'envoyeur » d'un document jugé à plusieurs titres « mystificateur ».

« Cette fusion, c'est le pôle emploi appliqué aux administrations d'État » explique Patrice Santelli. Et d'ajouter : « Sous prétexte de réaliser des économies, cette fusion s'est soldée à Martigues par la suppression d'un poste aux Impôts et d'un autre à la fiscalité professionnelle. Le gouvernement prévoit 130 000 suppressions de postes sur le plan national. Actuellement, il existe une Direction des Impôts à Aix en Provence, une Direction du Trésor et des Impôts à Marseille. Il est prévu de les faire fusionner en une seule à Marseille ». Les représentants syndicaux ont voulu ainsi dénoncer « la mystification de ces fusions qui, avec des termes am-



Une délégation syndicale a remis hier à la direction les plaquettes éditées massivement par le ministère à cette occasion alors que se tenait dans la salle de conférence de la mairie une réunion d'informations sur la Direction générale des finances publiques, produit de la fusion entre le Trésor public et les Impôts.

poulés évoquant la polyvalence et la polyvalence, n'ont d'autres objectifs que d'enrober la perte de qualifications résultant de l'obligation de parer au plus pressé ».

Détérioration des services d'accueil du public

Pour les représentants syndicaux, cette fusion va également avoir pour conséquence une détérioration des services rendus au public. « Au service fusionné de Salon, nous allons devoir recevoir et répondre aux questions relatives à l'ensemble des impôts de 164 000 habitants et

même de centaines de milliers d'habitants en ce qui concerne le service de l'enregistrement dont la compétence s'étend à Martigues et Istres. Pour autant, le nombre d'emplois permanents chargé du service d'accueil est réduit à sa plus simple expression puisqu'il est prévu de maintenir exactement le même nombre d'agents qui est aujourd'hui insuffisant (1 B et 1 C) alors que le nombre de contribuables va forcément connaître une augmentation importante ». Quant à la soit disant « communauté de travail », argument avancé pour justifier la création de

cette nouvelle administration, les syndicats y voient encore une mystification car « les directeurs ont reçu des indemnités et primes pour faire passer cette fusion(...) La vérité est que les agents connaissent depuis des années une baisse de leur pouvoir d'achat et qu'il ne peuvent obtenir un rattrapage que s'ils ont la chance d'obtenir une promotion puisque les augmentations générales sont dérisoires depuis des années et que le gouvernement veut au contraire s'engager dans l'individualisation des salaires ».

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL BAN

La Marseillaise

16/04/2009